

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches »

Victor Hugo

Vendredi dernier, le prix Nobel de la paix, sans trop se mouiller et se cantonnant à récompenser la charité, a été attribué au Programme alimentaire mondial. Du coup, cet organisme rappelait à juste titre que 9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim et que 135 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. En France, à cause de la crise sanitaire et de la vague des licenciements, il y a eu une forte augmentation des demandes d'aides alimentaires en 2020.

La première cause en est la perte d'emploi, en comptant tous les CDD non renouvelés, les 151 000 postes en intérim supprimés. Les licenciements passés et à venir font prévoir un taux de chômage de 10 % d'ici la fin de l'année. Des auto-entrepreneurs, des travailleurs au noir, étudiants, retraités, et tant d'autres pendant le confinement et à sa suite, ont basculé de la précarité à la pauvreté.

L'État a jeté l'aumône : 100 euros d'aides d'urgence et des aides alimentaires aux plus démunis. Des mesures dérisoires quand on a un loyer à payer et des enfants à nourrir.

La crise sanitaire fait exploser les inégalités, les réformes gouvernementales aussi !

Avant la crise, il y avait déjà huit millions de pauvres en France du fait des nombreuses réformes menées par la droite et la gauche depuis des années. La diminution significative des allocations logement a appauvri les plus précaires, en premier lieu les mères célibataires qui ont subi une baisse de 30 % d'aides sur leur loyer. Ce sont aussi les multiples réformes cassant le droit du travail qui, en facilitant les licenciements et la précarité de l'emploi, ont laissé libre cours aux attaques patronales.

Macron président des riches ? Non, président des ultra-riches !

Les priorités des gouvernements Macron depuis le début de son quinquennat ? Appauvrir les pauvres et enrichir les riches. Avant la crise, les réformes fiscales : la suppression de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière et le prélèvement forfaitaire

unique, qui ne taxe le capital qu'à 30 % sans progressivité, a concentré et fait exploser le versement de dividendes (avec une hausse de 60 % dès 2018) et permis d'augmenter encore les revenus des 0,1 % les plus riches.

Depuis la crise, le gouvernement a mis des dizaines de milliards sur la table pour « sauver les entreprises », une véritable subvention aux licenciements. Auchan réalise 1,25 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de 2020 et menace plus de 1 400 emplois sur tout le territoire. Sur le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé le 3 septembre, seuls 800 millions vont être investis pour aider les plus précaires.

Malgré les discours du gouvernement et des politiciens de droite comme de gauche, qui sous prétexte de crise appellent les travailleurs à tout accepter, qui peut croire que les capitalistes perfusés n'auraient plus rien pour payer les salariés ?

Premiers contacts et rassemblements entre salariés

Mais les travailleurs menacés de licenciement ou de fermeture de sites ne sont pas restés sans réagir ces dernières semaines. Dans l'aéronautique à Toulouse, à Bridgestone à Béthune ou à la raffinerie de Grandpuits, certains tentent de manifester leur refus de payer la crise par des manifestations locales ou par des prises de contact avec d'autres entreprises ou par des montées à Paris.

Le 17 octobre prochain une manifestation est appelée à Paris par un certain nombre de structures de la CGT. La manifestation aura lieu dans le cadre d'une marche des sans-papiers, qui sont eux aussi des travailleurs menacés au premier chef par le chômage.

**Rendez-vous dans la rue le 17 octobre,
à 14 heures place de la République à Paris**

**Nous remercions tous les collègues qui ont
versé au drapeau lors de notre dernière
collecte pour nous aider à faire paraître ce
bulletin.**

Nos congés nous appartiennent

La Direction explique que, vu le manque d'effectifs, à l'hôpital et le Covid, elle se réserve le droit de supprimer certains congés dont ceux de la Toussaint. Bien sûr, elle veut faire passer la pilule amère en proposant des compensations : garde des enfants, rémunération des heures supplémentaires, possibilité de mettre des jours sur un CET etc.

Ces repos, bien mérités, on ne les a pas volés. Ils nous sont dus : on a travaillé dur pour les avoir !

Le virus démasqué

Il est content, le Covid. Il se régale au self. Il peut passer de table en table et de collègue en collègue. Trop de monde en même temps pour la distanciation physique, trop peu de place et des repas sans masque : il faut bien manger !

Pendant ce temps-là la direction nous explique, par mail, qu'il faut arrêter les pots de départ, les repas pris entre collègues, etc.

Pour le virus, à la cantine, c'est fête tous les jours mais ceux qui passeront à la caisse de la maladie, c'est nous !

Le séparatisme social

Quand on est un cas contact du Covid, asymptomatique, à l'hôpital pas question pour la direction que l'on s'isole à la maison. Il faut continuer à travailler parce que dans de nombreux services, il manque, comme toujours du personnel. Tout le monde n'est pas Roselyne Bachelot, Ministre de la Culture et ancienne Ministre de la santé, restée célèbre pour les masques en quantité et les vaccinations de masse... mais pour rien ! Cas contact Covid, elle est restée à domicile 7 jours à l'isolement. Selon que vous soyez Riche ou Pauvre, Ministre ou Salarié... le régime n'est pas le même !

Une situation catastrophique

Le Ministre de la Santé nous a expliqué qu'il allait créer 4 000 lits d'hospitalisation complète suite à l'épidémie du Covid en mars. On vient d'apprendre officiellement que le gouvernement en 2019 en avait supprimé 3200 ! A ce chiffre, il faut comptabiliser en plus tous les lits déjà fermés les années précédentes et tous ceux fermés, comme à Bicêtre, faute de personnels suffisants. Ajouter tous ces chiffres et vous comprenez la catastrophe à venir.

La liberté s'arrête-t-elle aux portes de l'hôpital ?

On voit souvent des Directeurs de l'APHP filmés, passant à la radio, des médecins interviewés sur les chaînes d'info. Mais l'info à l'APHP semble réservée à certains et pas à d'autres. Il a suffi qu'un délégué syndical, dans un établissement de l'APHP, filme en floutant le visage des patients, pour, selon lui, prévenir la population du danger si elle ne respectait pas le confinement et le voilà sanctionné par le conseil de discipline de son établissement après avoir été suspendu trois semaines.

Pub, non merci !

Les enveloppes contenant les fiches de paie sont épaisses. Ce ne sont pas les étrennes du Père Noël, non plus. C'est la publicité, gratuite de la direction, la lettre des personnels de l'APHP qui vante les mérites de venir travailler à l'APHP. Il y a des autocollants Pub non merci qui existent : un cadeau que l'on pourrait faire à la direction.

Eux et nous

Tout le monde sait qu'il manque de médecins, de personnels et de lits dans les hôpitaux. Cette vérité n'empêche pas la Chambre régionale des comptes d'Occitanie de pondre un rapport où elle juge que le 4ème CHU de France, celui de Toulouse... a trop de médecins et trop de lits. Il fallait oser en pleine crise du Covid ! Pourtant 300 postes auraient déjà été supprimés en 5 ans. Résultat, en pleine crise Covid, **les aides-soignant.e.s, infirmier.e.s et anesthésistes des blocs sont en grève reconductible depuis le 1 Octobre 2020, pour revendiquer des effectifs supplémentaires.**

Un Interne d'expliquer que : *« Nous nous avons l'impression que nos lits sont bien remplis. Depuis que je suis là, deux services ont fermé. Parfois nous recevons trop de patients et nous ne savons pas toujours où les mettre. Il est vrai que les méthodes de calcul sont différentes entre les médecins et l'administration »*. Entre le médical et le business, c'est pas le même monde ni les mêmes valeurs !

Remèdes contre la maladie hospitalière

Selon un sondage réalisé par l'Ordre National des Infirmiers, 57% des soignants interrogés estiment être en épuisement professionnel. Environ 40% disent songer à démissionner et changer d'emploi d'ici 5 ans...

Comment expliquer cette crise ? Par les rythmes intenses qu'il a fallu tenir depuis le début de la crise sanitaire ? Les augmentations de salaire et le personnel insuffisants ? Le fait que Martin Hirsch se soit permis de nous demander de renoncer à nos congés de la Toussaint pour certains ? Un peu de tout cela sans doute.

Augmentez les salaires et les embauches, le seul remède efficace contre la déprime hospitalière.

Les étudiants nous montrent la voie ...

Cette fois les héros n'ont pas accepté d'être réquisitionnés ou de faire un stage au rabais pour des miettes salariales. Les étudiants infirmiers se sont faits entendre dans les médias et dans la rue. L'une d'entre eux a déclaré : *« On ne veut pas avoir un diplôme Covid, dévalorisé, avec que du soin Covid. On ne peut pas être formés simplement sur les soins d'une seule pathologie »*. L'APHP a cédé sur le salaire : une revalorisation de l'indemnité de stage pour cette période, passant de 38 à 138 euros par semaine, soit 690 euros pour cinq semaines de stage. Les jeunes auront gagné du pognon et le respect. La lutte paie !